

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

« Nous sommes tous des enfants palestiniens »: l'EZLN condamne le génocide à Gaza lors de la Rencontre des résistances et des rébellions.
Photo: Luis Enrique Aguilar/ Desinformémonos

MEXIQUE

Le mouvement indigène, désenchantement et renouvellement

Quand, le 1^{er} janvier 1994, l'armée zapatiste lance son insurrection au Chiapas, après 70 ans d'hégémonie du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), la question des peuples originaires ou indigènes (re)devient centrale dans l'espace public mexicain. Et c'est dans la foulée de cette insurrection que des occupations de terres ont lieu au Chiapas mais aussi en dehors (Oaxaca, Guerrero)¹ par des organisations qui ne sont pas zapatistes.

Une grande dynamique de luttes indigènes et paysannes s'est amplifiée à cette période avec peut-être comme point d'orgue la création en 1996 du Congrès National Indigène (CNI), un espace qui voudrait coordonner les luttes indigènes sur tout le territoire mexicain. Tout ce mouvement venait continuer et renouveler des luttes historiques paysannes dont certaines remontent quasiment à la révolution mexicaine de 1910.

Évidemment la répression n'a jamais cessé² ainsi que la militarisation de la société.

De 2006 à 2010

En 2006 le mouvement pour la défense des terres communales à Atenco contre la construction d'un aéroport et la commune de

Oaxaca, malgré la répression brutale³, renforcent les luttes pour les terres collectives et la dynamique de réappropriation de la culture et des droits indigènes.

À partir de 2006 la violence armée s'est exacerbée au Mexique sous l'égide du président Calderón (droite catholique) lorsqu'il a lancé «la guerre contre le narcotrafic». Il y a eu une explosion des morts, des disparitions et des massacres, toujours principalement dirigés contre les classes les plus précaires et marginalisées, c'est-à-dire bien évidemment les indigènes, mais aussi les pauvres non-indigènes ou les migrant·es originaires du centre et du sud américains, qui essaient de rejoindre les USA en traversant le Mexique⁴. «Depuis 2006, les effectifs militaires ont dou-

blé, notamment grâce à l'accompagnement de conseillers militaires nord-américains et la dotation d'un matériel sophistiqué fourni par la Maison Blanche (hélicoptères Bell UH-1H, outils de détection, drones, appareils électroniques et informatiques), la formation de la gendarmerie mexicaine par la gendarmerie française, l'achat légal d'armes, par exemple à l'Allemagne, qui circulent ensuite de manière illégale dans les zones les plus dangereuses, comme ce fut le cas avec les M36 de Heckler & Koch retrouvés dans le Guerrero et le Michoacán.

L'armée opère aussi un changement qualitatif de l'intervention militaire par la militarisation de la société et l'élargissement des droits militaires dans la sphère civile, notamment pour faire des perquisitions sans mandat d'arrêt⁵.

Durant cette période, malgré – ou à cause de – cette confrontation directe avec l'État et ses supplétifs plus ou moins légaux, dans nombre d'endroits au Mexique les luttes pour la défense des terres collectives restent fortes et des initiatives surprenantes voient même le jour, telle la création ou plutôt le renforcement des polices communautaires; les premières ayant émergé dans les années 1990.

Les années 2010

Cette période voit à la fois le retour au pouvoir du PRI et une offensive libérale se renforcer avec différentes réformes de privatisation



Image: Enlace Zapatistas

lancées ainsi que des projets d'infrastructures de grande ampleur, tel que le Projet Intégral Morelos (PIM)⁶. Ce sexennat du PRI, avec le président Peña Nieto, est aussi marqué par la continuité de la soi-disant «*guerre contre le narcotrafic*», et donc par une continuité ou un accroissement de la violence, entraînant une résistance acharnée des peuples indigènes dans différents endroits. Cette résistance se paie au prix fort parfois, comme le montrera la disparition des 43 étudiant·es de l'école normale rurale d'Ayotzinapa, le 26 septembre 2014...

En 2018, deux faits majeurs viennent bousculer les dynamiques de résistances et rébellions indigènes. Tout d'abord, la tentative de présenter une candidate indépendante et indigène à l'élection présidentielle a eut des effets contrastés. Le Congrès National Indigène, à l'initiative des zapatistes, a eu l'idée de tenter de présenter Marichuy comme candidate à la présidence, après d'âpres discussions et débats en interne. Cette candidature se voulait à la fois un pied de nez à la classe dirigeante – car il était clair que le CNI refusait la prise de pouvoir –, mais aussi l'occasion de fédérer un grand nombre d'initiatives, groupes, collectifs et associations autour de la dynamique de récolte des signatures⁷. Et s'il est vrai que cette candidature a généré une belle énergie et la création de collectifs, dont certains existent encore à l'heure actuelle et sont imaginatifs dans leurs luttes, cet appel du CNI a ravivé des désaccords déjà existants au préalable. Certains groupes ou communautés, farouchement opposés à la voie électorale, n'ont pas participé à la récolte des signatures, voire ont réduit leur engagement au sein du CNI. D'autres groupes ou communautés se sont plus reconnus dans cette initiative, et y sont allés pleinement en

croisant à cette voie électorale. L'idée de cette candidature comme pied de nez n'a donc pas eu l'ampleur escomptée.

Et dans ce contexte arrive le deuxième fait majeur: l'arrivée au pouvoir d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), premier président dit de «gauche». Porté par la ferveur populaire, il a fait quelques réformes qui ont effectivement plu: augmentation du salaire minimum, doublement des retraites, augmentation ou création de bourses d'études ou de scolarisation, etc. Mais ces quelques miettes sociales se fracassent sur la grande idée d'AMLO: la 4^e T, la quatrième transformation qui se veut un programme développementiste de grands projets visant à transformer profondément le pays⁸.

Tout en poursuivant certains projets, comme le PIM, AMLO va initier le projet du train maya ou moderniser les idées anciennes de corridor transocéanique dans l'isthme de Tehuantepec⁹. L'isthme a déjà été défiguré par les parcs éoliens massifs construits depuis les années 1990. Le pouvoir parle pour ces projets de projets de «bien-être». AMLO utilise une rhétorique et une pratique du pouvoir que l'on peut taxer de populisme, entre sa conférence de presse matinale quotidienne ou la mise en place de pseudo-consultation des populations sur ces projets qui tous gangrènent des terres collectives. Et dans cette société déjà fortement militarisée, AMLO n'a rien trouvé de mieux que de confier la construction et la gestion des trains maya et transocéanique à l'armée ou à la marine, leur assurant ainsi une rente financière.

Une stratégie de division et de cooptation des mouvements de résistance indigène est mise en place pour affaiblir les communautés. Et quand cette stratégie n'est pas suffisante, la violence vient l'appuyer, comme l'a prou-

vé l'assassinat de Samir Florès Soberanes à Amilcingo (Morelos) le 20 février 2019. Lors de la campagne électorale de 2017, AMLO s'était opposé au projet de centrale géothermique que dénonçait Samir Florès, avant de retourner sa veste une fois élu... Il est un des responsables de cet assassinat, vu qu'il avait attaqué Samir Florès lors d'une de ses conférences de presse quotidienne et qu'il a sali sa mémoire après... La mort de Samir Florès a cassé la dynamique de résistance de la communauté, qui avait pourtant une belle histoire et une tradition de lutte qui remonte à l'époque de Zapata.

La cooptation de leaders indigènes a malheureusement fonctionné, comme le prouve le ralliement d'Ignacio Del Valle, leader historique d'Atenco, à la 4^e T.

Ces mouvements de cooptation liés aux désaccords internes au sein du CNI l'ont largement affaibli, et ont par conséquent affaibli les luttes indigènes dans tout le pays.

Le mouvement zapatiste

Une dynamique issue des peuples originaires, mayas en l'occurrence, a pourtant continué à se développer et à se renouveler durant toute la période décrite ici: c'est la lutte du mouvement zapatiste au Chiapas. Malgré toutes les trahisons (refus du gouvernement d'appliquer les accords de paix par exemple), attaques ou calomnies et malgré la mode politico-médiatique qui s'en est détournée (en partie à cause de leur refus de participer à la prise du pouvoir), le mouvement zapatiste reste d'une vigueur et d'une fraîcheur étonnante après plus de quarante ans d'existence et plus de trente ans de surgissement public.

Pendant plus de vingt ans, sur une superficie à peu près grande comme la Belgique, les zapatistes ont construit leur autonomie,

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelesna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Octobre 2025 - Nr. 351 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

développant l'éducation, la santé et l'agriculture tout en s'auto-gouvernant. Analysant constamment la situation de leur pays, mais aussi du monde¹⁰, intervenant ponctuellement sur la scène politique mexicaine¹¹ puis se retirant pour continuer le chemin de la construction de l'autonomie, «envahissant» symboliquement l'Europe lors de la rencontre des résistances et rébellions avec leur voyage «Pour la vie» ou en organisant des rencontres de femmes, d'artistes, de scientifiques, le mouvement zapatiste a fait preuve tout au long des trente ans de sa vie publique d'une inventivité surprenante et d'une riche créativité.

Et ce ne fut pas la moindre des surprises d'apprendre que les zapatistes changeaient toutes leurs structures d'auto-gouvernement, l'année dernière.

En effet, après un long processus d'analyse et de consultation interne (on parle de 10 ans), le mouvement a décidé d'abolir la structure antérieure de l'autonomie, *Fuera* (ou exit) les conseils de bon gouvernement (*Junta de Buen Gobierno*, JBG) et les MAREZ, (*Municipio* autonome rebelle zapatiste). Le mouvement a constaté différentes dérives dans cette organisation, quelques cas de corruption, mais surtout une dépendance trop grande, des pertes d'information et pour finir une certaine hiérarchie entre les JBG et les marez. Les zapatistes ont voulu abattre la «pyramide» du pouvoir qui existait chez elleux. Ils ont mis en place une nouvelle organisation plus horizontale à base de Gouvernement Autonome Local dans les communautés. Ils ont aussi lancé une initiative qui paraît ambitieuse, «le commun». Au travers du «commun», les zapatistes invitent toute personne, donc y compris les non-zapatistes (à l'exception des

membres du crime organisé), à participer à la gestion du territoire pour pouvoir survivre à la *Tempête* qui vient et qui a déjà commencé, allégorie à la fois du changement climatique et de la déliquescence politique en cours.

Ces nouvelles initiatives sont présentées lors de différentes sessions de rencontres réparties sur une année entre décembre 2024 et janvier 2026. Il est trop tôt pour tirer des enseignements de cette nouvelle organisation, vu qu'elle a à peine deux ans. Ce qui est sûr, c'est que cette initiative donne de l'énergie et de la réflexion, du grain à moudre aux mouvements indigènes mexicains, ou aux mouvements émancipateurs où que ce soit dans le monde...

La dynamique des zapatistes ne se constate pas uniquement dans leur inventivité et leur réactivité, mais aussi dans la constitution même du mouvement. Lors des rencontres «*Une partie du tout*», du 3 au 16 août 2025 au caracol de Morelia, nous avons pu constater, outre une énorme mobilisation des bases d'appui zapatistes à ces rencontres (on parle de 3000 bases d'appui), une présence très forte de jeunes et de femmes, signe de la vitalité du mouvement.

Cédric
Radio Zinzine

1. Le Chiapas, Oaxaca et le Guerrero sont trois États du sud du Mexique, très certainement les plus indigènes et les plus marginalisés par le racisme structurel des sphères du pouvoir mexicain.
2. Massacre de Aguas Blancas, 17 paysan·nes assassiné·es au Guerrero en 1995; massacre d'Acteal, 45 indigènes tsotsils tué·es, majoritairement des femmes et des enfants, au Chiapas en 1997; massacre d'El Charco, 11 paysan·nes assassiné·es, au Guerrero en 1998; pour ne citer que les actes les plus sanglants et les plus emblématiques.
3. Le Front des Peuples en Défense de la Terre, s'est constitué contre l'implantation d'un nouvel aéroport sur des terres communales au nord du Mexique. S'il a

réussi à empêcher cette construction, la répression a fait 2 morts, 217 détenu·es et torturé·es, dont 47 femmes violées par les forces de l'ordre. L'APPO, Assemblée populaire des peuples de Oaxaca, connue comme la Commune de Oaxaca a, lors d'une insurrection populaire, auto-gouverné la ville de Oaxaca pendant trois mois, sachant que le mouvement a duré au moins 6 mois (juin-décembre 2006). La répression, dont les chiffres ne sont pas exactement connus, a fait au moins 9 morts et 216 disparu·es...

4. Un exemple: massacre de 116 migrant·es à San Fernando, Tamaulipas en 2010.
5. In Mexique, une terre de disparu·es, 19 Récits, 2 Enquêtes, 1 Portfolio, ouvrage collectif sous la direction de Sabrina Melenotte, Fondation de la maison des sciences de l'homme et Institut pour la Recherche et le Développement, 2021.
6. Le PIM veut améliorer la fourniture électrique dans ce coin du Mexique au travers de deux centrales thermoélectriques, un gazoduc, un aqueduc et une ligne électrique. Tout ceci pour permettre l'implantation d'usines, entre autres automobiles.
7. Pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle en tant que candidat·e indépendant·e au Mexique, il faut 866.593 signatures ou parrainages, dans 17 États, en 120 jours. La mise en place d'un système de smartphones dernière génération et de dispositifs demandant une bonne connexion internet pour la récolte de ces signatures a grandement handicapé les communautés les plus reculées. La totalité des signatures n'a pas pu être récoltée à temps.
8. Si AMLO parle de quatrième, c'est qu'il y a eu déjà trois transformations: l'indépendance de 1810, la réforme (instaurant la séparation de l'Église et de l'État) de 1857 à 1861 et la révolution de 1910, ces trois événements ont été des ruptures violentes conclues par l'adoption d'une nouvelle Constitution.
9. Le train maya est un projet d'infrastructure touristique qui traverse la péninsule du Yucatán et accède aux pyramides mayas les plus connues. Il s'accompagne de complexes hôteliers de luxe et d'autres infrastructures. Le projet de corridor transocéanique date du XIXe siècle. Celui mis en place par AMLO est une voie de chemin de fer qui traverse la partie la plus étroite entre les océans Pacifique et Atlantique pour doubler le canal de Panama et favoriser le transport de marchandises. Les différentes lignes de trains sont quasiment toutes construites, il ne reste plus qu'à transformer les ports de Salina Cruz et Coatzacoalcos pour recevoir les méga porte-containers.
10. Par exemple, le mouvement zapatiste a organisé la seule manifestation d'ampleur, à ma connaissance, contre la guerre en Ukraine le 13 mars 2022 avec 25 à 30.000 participant·es dans six villes chiapanèques.
11. Initiative de l'autre campagne, en 2006, contre les élections présidentielles mexicaines, par exemple.

RUSSIE/LUTTE FÉMINISTE

Ce que la guerre fait aux femmes

Nous avons rencontré Lölja Nordic, une jeune opposante russe en exil, fin juillet au camp antifasciste dans le sud de la Carinthie, près de Zelezná Kapla/Bad Eisenkappel. Cette année, le camp s'est déroulé au mémorial de la résistance contre les nazis de Peršmanhof et a été pris d'assaut par les forces de police pour des raisons fallacieuses.* Lölja est active au sein du mouvement féministe antiguerre *The Feminist Anti-War Resistance*.

Archipel: *Lölja, tu viens de Saint-Petersbourg et tu études actuellement à Vienne. La ferme Peršman n'est pas vraiment sur ton chemin, que représente cet endroit pour toi?*

Lölja: Je suis allée pour la première fois au camp Antifa en 2024, avant cela, je n'avais jamais entendu parler de cet endroit et je ne savais rien de la résistance des Slovènes de Carinthie. Je ne connaissais pas l'importance de la lutte des partisan·nes pendant la Seconde Guerre mondiale. Ici, au musée, j'ai beaucoup appris, j'ai fait des recherches supplémentaires et je suis étonnée, voire profondément impressionnée par tout cela. Quand j'ai appris que le camp antifasciste avait lieu chaque année, j'ai été ravie de venir.

En tant que féministe et antifasciste engagée dans la résistance active contre le fascisme russe, le rôle majeur des femmes dans la résistance m'a immédiatement interpellée.

Helena Kuchar-Jelka [une partisane slovène de Carinthie, ndlr] a toujours affirmé que la résistance s'exerçait au quotidien et n'avait pas grand-chose à voir avec l'héroïsme. Qu'en penses-tu?

Je partage tout à fait son point de vue. C'est une perspective très féministe. Dans un monde organisé de manière patriarcale, imprégné d'une masculinité toxique, la résistance est souvent définie par des actions radicales, des manifestations, un militarisme

héroïque; rarement par des activités quotidiennes, souvent peu spectaculaires, mais pourtant si essentielles. Pour moi, la résistance couvre un large spectre, dont l'aspect héroïque du combat contre les nazis ou la police sur le front n'est qu'une infime partie. Nous devrions plutôt concentrer notre attention sur l'éducation et la sensibilisation. Nous devrions accorder plus d'importance à la diversité culturelle, au travail de soin, à la coopération et à la cohésion sociale, en particulier pour les personnes politiquement et socialement vulnérables. D'après mon expérience en tant que militante politique, cette routine quotidienne repose principalement sur les épaules des femmes. C'est un travail invisible et ennuyeux, mais qui est indispensable et doit être fait.

Je constate que les hommes engagés dans des mouvements politiques, même dans la gauche radicale, font cette distinction entre militantisme et travail quotidien.

C'est aussi pour cette raison que je suis féministe, car il ne devrait pas y avoir de hiérarchie entre les domaines d'activité. Le travail quotidien est invisible, car l'histoire raconte les grands noms et les actes héroïques de la résistance, mais pas ce qui en est le fondement, à savoir le travail en coulisses.

Encore un lien avec Jelka. C'était une femme sans instruction particulière, issue d'un milieu modeste. Les temps étaient difficiles et la présence des nazis oppressante. Les services de messagerie ou l'approvisionnement des partisan·es étaient très dangereux, non seulement pour elle-même, mais aussi pour ses enfants. Ici, en Occident, on entend dire qu'en Russie, toute opposition est impossible. Comment vis-tu cela?

Le régime de fer de Poutine ressemble de plus en plus à une dictature, les manifestations dans la rue ne sont plus possibles. Nous avons organisé plusieurs manifestations qui ont abouti à l'emprisonnement de nombreuses personnes, à une répression sévère, à des actes de torture et même à des meurtres. La dernière vague de grandes manifestations de rue a eu lieu en 2022 contre l'invasion de l'Ukraine. Dans plusieurs villes, des milliers de personnes ont manifesté, bien qu'elles fussent conscientes du risque. Il y a eu des arrestations massives et la répression s'est encore durcie. Nous avons connaissance de 2000 prisonniers politiques, mais le nombre réel est certainement plus élevé, car certain·es n'ont pas accès aux réseaux sociaux, sont peut-être emprisonné·es quelque part dans une petite ville et personne ne sait qu'ils sont des prisonnier·es politiques.

En raison de la brutalité de la police, l'opposition a dû entrer dans la clandestinité. L'opposition en Russie ressemble désormais davantage à une résistance partisane. La lutte contre le régime se déroule en secret: agitation contre la guerre, distribution de tracts, contournement des ordres de mobilisation, rapatriement légal des soldats du front. Beaucoup ont été contraints de s'engager dans l'armée. Des centaines de milliers de personnes ont été déportées par l'armée dans différentes régions, où elles dépendent de l'aide humanitaire ou ont besoin de soutien pour retourner en Ukraine. Tout cela est organisé par des citoyens russes dans le cadre de mouvements populaires.

La résistance consiste également à prendre soin des nombreux prisonniers politiques. Le régime veut qu'ils soient invisibles, que leur nom soit oublié, qu'ils croupissent misérablement en prison. Les citoyens russes publient leurs histoires et collectent des fonds pour payer des avocat·es. Lorsque vous êtes condamné à 20 ans de prison, il est particulièrement important d'avoir un·e avocat·e, car iel est souvent le seul à pouvoir obtenir un droit de visite, vous voir et ainsi établir un lien avec le monde extérieur. Les prisons russes sont très coûteuses, on ne peut pas y survivre sans argent. La nourriture, les médicaments, les vêtements propres, tout ce qui est nécessaire à la vie quotidienne, tout cela doit être financé par des collectes d'argent ou par

la famille. Si cela m'arrivait, je n'aurais aucun soutien de la part de mes proches. Un aspect de la résistance est aussi la survie des prisonnier·es. Tant que quelqu'un s'en occupe, qu'ils ne sont pas oublié·es, ils ont plus de chances de ne pas être torturé·es à mort.

Des centaines de personnes ont également mené des actions partisans plus radicales: elles ont par exemple incendié des bureaux de mobilisation de l'armée et détruit des documents. Cela a retardé la conscription de nombreux soldats, car nombre de structures officielles ne sont pas encore numérisées. Des voies ferrées servant à approvisionner le front en équipement militaire ont été détruites, des trains entiers ont été perdus, ce qui a ralenti la machine de guerre. Heureusement, la plupart des acteur·trices n'ont pas été pris·es. Mais certain·es ont tout de même été arrêté·es, condamné·es à 20 ou 25 ans de prison et gravement torturé·es.

En dehors de la Russie, cette résistance est malheureusement méconnue, malgré les risques énormes qu'elle comporte. Quand je lis les journaux ici, ils disent que tout le monde soutient Poutine. Probablement parce que nous ne pouvons pas fournir de superbes images de violentes batailles de rue avec la police.

On nous dit que la société civile russe subit un lavage de cerveau. Nous voyons des images d'hommes belliqueux qui gagnent beaucoup d'argent en servant au front. Tu dis que le mouvement féministe s'est considérablement développé. Comment pouvons-nous nous l'imaginer?

Je pense que dans tout conflit armé, il y a des gens qui tirent profit de la guerre ou qui appartiennent à un milieu masculin agressif et toxique qui prend simplement plaisir à tuer les autres. À mon avis, cela n'a rien à voir avec un pays ou une nationalité en particulier.

Lorsque la mobilisation a commencé, les rues des grandes villes étaient désertes. Même les partisans de droite, convaincus de la nécessité de la guerre ou les partisans de Poutine ne voulaient pas combattre. Je n'étais déjà plus en Russie, mais tous·tes mes ami·es m'ont rapporté que les hommes se cachaient, pour de bonnes raisons. À partir de 2022, plus de deux millions de personnes aptes au service militaire sont parties à l'étranger et ne sont jamais revenues. Indépendamment de leurs convictions politiques, ils ne voulaient pas s'enrôler. À mon avis, la plupart des Russes ne veulent pas se battre.

Notre collectif féministe contre la guerre est né avec l'invasion à grande échelle. Des groupes de différentes régions de Russie se sont réunis, nous avons participé à toutes les actions, les mères et les épouses de soldats contraints de partir au front se sont regroupées, des proches ont retiré leurs fils et leur



Women in Black against the war, Katya Muromtseva

mari de l'armée malgré les intimidations massives du gouvernement. Mais pour nous, il est tout aussi important de souligner qu'outre le conflit militaire, il est également question d'égalité des sexes. En temps de guerre, les femmes sont les premières à être réduites au silence et la violence sexiste augmente. Selon les statistiques, la violence à l'égard des femmes a considérablement augmenté en Russie depuis le début de la guerre. Dans les situations de crise, dans un climat national où la violence est justifiée et tolérée, ce sont les femmes qui en sont les premières victimes. Cet effet est scientifiquement prouvé. C'est pourquoi nous affirmons qu'il ne s'agit pas seulement des répercussions sur l'Ukraine,

ABONNEMENT

- ☐ Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- ☐ Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- ☐ Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans



mais aussi de notre société, de la sécurité des femmes et des enfants.

Nous parlons beaucoup de ce que cela signifie lorsque le gouvernement russe donne aux criminels le choix entre purger leur peine ou servir au front. Il s'agit de personnes condamnées à des peines de 6 à 10 ans pour meurtre, viol ou autres délits graves. Ils signent un contrat et, s'ils ont la chance de survivre quelques mois au front, ils reviennent en tant que personnes «libres», leur casier judiciaire est de nouveau vierge. Il y a eu plusieurs cas où ces criminels ont récidivé, ont de nouveau commis des meurtres ou des viols. Puis ils repartent pour un certain temps à l'armée et tout recommence. C'est un cercle

vicieux infernal et extrêmement dangereux pour notre société.

La Russie est un pays immense, comment organisez-vous la coopération interrégionale jusqu'à la périphérie?

Bien que la Russie ait une superficie géographique énorme et compte 140 millions d'habitant·es, des manifestations contre la guerre ont eu lieu partout, de l'Extrême-Orient au Sud et au grand Nord. Elles ont largement dépassé les métropoles de Moscou et Saint-Petersbourg. Nous avons observé que la résistance était particulièrement vive dans les républiques composées de minorités ethniques et d'autochtones.

Ces peuples ont été colonisés de manière brutale à plusieurs reprises, d'abord par l'Empire russe, puis à nouveau à l'époque de l'Union soviétique. Ils ont subi le racisme et l'oppression, ce qui s'est à nouveau manifesté lors de la mobilisation. En effet, beaucoup plus de soldats ont été enrôlés ici qu'à Moscou ou Saint-Petersbourg, où la population est majoritairement «blanche». Le gouvernement partait du principe que ces «Moscovites blancs» avaient davantage de ressources pour se soustraire à la conscription et que personne ne se souciait de toute façon des autres.

La population russe ne vit pas seulement dans les grandes villes, mais se compose également de nombreux peuples autochtones et de différentes minorités ethniques qui, ensemble, sont très nombreux et constituent une grande partie de la résistance contre le régime de Poutine. Malgré toutes les menaces, ils ont continué à protester avec acharnement, même après l'invasion totale.

Ces dernières années, la Russie a mené des guerres sur plusieurs fronts. Les gens ne sont-ils pas fatigués de tout cela?

Tout le monde est fatigué, les Russes comme les Ukrainien·es, car la guerre fait rage depuis plus de trois ans. En réalité, elle a commencé dès 2014. C'est une longue expérience traumatisante, sans issue en vue. Au sein du mouvement féministe antiguerre, nous sommes très inquiètes à l'approche des négociations pour un cessez-le-feu. Nous sommes tout à fait d'accord avec nos camarades ukrainiennes et le disons clairement au monde entier: un cessez-le-feu ne signifie pas la paix. Tant que le régime de Poutine existera, il n'y aura pas de paix. Bien sûr, nous voulons que les armes se taisent, mais même si cela se produit, il n'y a absolument aucune raison de se détendre. Tout dépendra des conditions dans lesquelles les négociations se dérouleront. Si ce sont celles de Poutine, ce sera terrible. Non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour l'Europe et le monde entier.

Qu'est-ce que cela signifie pour les populations des territoires actuellement occupés par la Russie? Lors de l'occupation de la Crimée, le régime a complètement anéanti toutes les activités des mouvements de défense des droits humains, de la démocratie, de l'environnement et d'autres mouvements de la société civile. Il n'y a absolument plus rien à faire, tout est étouffé par la poigne de fer du gouvernement. Les habitant·es sont considérées comme une menace par les occupants. Ceux-ci savent très bien qu'une grande partie de la population ne veut pas coopérer.

La première chose que Poutine a faite après l'occupation a été de bloquer toute activité dans la région et d'opprimer massivement les habitant·es. De nombreux/ses militant·es se sont retrouvé·es en prison. Parmi le grand groupe des Tatars de Crimée, qui se sont particulièrement opposés à l'occupation, beaucoup ont été emprisonnés et torturés. Fuir ou aller en prison, voilà ce qui attend des milliers de personnes dans les territoires occupés. Il ne faut pas oublier ces gens!

Comment peux-tu rester en contact avec les gens en Russie depuis ici? Les Russes en exil soutiennent-ils la résistance?

La société civile russe, les opposant·es clandestin·es, les personnes qui ont dû fuir et ne peuvent pas s'exprimer publiquement ou qui, comme moi, vivent à l'étranger et peuvent s'exprimer publiquement, nous sommes en contact quotidiennement par-delà les frontières et travaillons ensemble. Bien sûr, nous utilisons Internet, organisons des conférences Zoom, avons nos *chats* protégés et parfois nous nous rencontrons dans des pays tiers ou parvenons à nous réunir en secret.

Ici, dans un environnement plus libre, nous profitons de l'occasion pour informer sur ce qui se passe réellement en Russie et soutenir nos camarades qui y vivent encore. Dès le début, l'une des stratégies de la machine de propagande a été d'attiser la discorde entre les personnes en exil politique et celles restées au pays. Elle continue d'essayer, mais pour l'instant, nous travaillons très bien ensemble.

Tu dis que les luttes politiques sont liées entre elles, par exemple le mouvement féministe et le mouvement pour le climat. En Autriche aussi, la situation devient plus difficile. Que devrait comprendre la population autrichienne?

Le régime de Poutine manipule largement l'Autriche. J'ai été choquée d'apprendre comment le Kremlin a étendu son influence pendant des années par l'intermédiaire du FPÖ et des politiciens de droite, sans parler de l'accord sur le gaz. Je trouve encore plus effrayant que la plupart des Autrichien·es n'en aient pas conscience. L'Autriche, un pays au cœur de l'Europe, revêt une importance stratégique considérable pour Poutine. Les Balkans, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie forment déjà un bloc pro-russe. Partout, Poutine a joué un rôle pour aider les gouvernements nationalistes de droite à s'imposer. L'Autriche serait pour lui une extension bienvenue de sa sphère d'influence contre le reste de l'Europe occidentale. C'est précisément son objectif géopolitique et, comme nous le voyons, il y parvient très bien. On sait que des agents pro-russes ont infiltré les structures du gouvernement autrichien. L'Autriche se présente certes toujours comme un État neutre, mais les politiciens des partis de droite ont des contacts personnels au Kremlin. Des liens financiers persistent également, même s'ils sont un peu plus dissimulés. Tout cela est très inquiétant. (...)

Entretien réalisé par Gabi Peissl
FCE-Autriche

*Voir Archipel 350, septembre 2025, «Agression policière au musée de Persmanhof».

Une chance pour les Roms!

Le 6 septembre, un événement intitulé «Tabor Mukachevo¹ – Aide à la survie pour la population rom en Ukraine» s'est tenu à Bremgarten, près de Berne, à l'initiative du président de la commune et du Forum Civique Européen. La commune avait décidé de faire un don de 5000 francs pour soutenir les Roms en Ukraine. Rada Kalandjia², de Mukatchevo, qui a reçu cette contribution au nom du «Chiricli Roma Women's Fund»³, a prononcé le discours ci-dessous.

Chères ami·es, chères collègues, chères partenaires,

Je m'appelle Rada Kalandjia. Je suis une personne déplacée à l'intérieur de mon propre pays. Originaire de l'oblast de Donetsk, lorsque la guerre a éclaté, comme des millions d'autres Ukrainien·nes, j'ai été contrainte de quitter ma maison, mes rues familières et mes proches pour commencer une nouvelle vie. J'ai choisi la Transcarpatie [la partie la plus occidentale de l'Ukraine, ndr], et c'est précisément là, où je pensais trouver la paix, que j'ai été confrontée à une autre grande tragédie: la vie des communautés roms. Lorsque j'ai vu pour la première fois les campements roms, j'ai eu l'impression que ces personnes vivaient dans un monde parallèle. C'était comme s'il existait un monde parallèle – sans papiers, sans écoles, sans médecins, sans avenir. Un monde dont peu de gens parlent ouvertement. Et puis j'ai compris que ma propre histoire de déplacée interne me donne la force et le devoir de me battre non seulement pour moi-même, mais aussi pour celles et ceux qui, depuis des années, ne sont pas entendus·es.

L'isolement socio-économique

Le taux de chômage dans les communautés roms est catastrophique. Plus de 70 % des Roms n'ont pas d'emploi fixe officiel. Le travail qu'ils trouvent est généralement saisonnier, occasionnel et mal rémunéré. Imaginez un homme qui travaille trois mois par an dans le bâtiment et qui doit joindre les deux bouts le reste du temps avec des petits boulots. Ses enfants grandissent dans la pauvreté, sans stabilité, sans modèle pour un autre mode de vie.

Pas d'accès à l'éducation

De nombreux enfants vivant dans des campements roms ne vont pas à l'école ou la quittent très tôt. Plus de 50 % des enfants roms n'ont pas accès à l'éducation préscolaire et plus de 40 % ne terminent pas leurs études secondaires. La Transcarpatie compte le plus grand nombre d'écoles ségréguées en Ukraine. Il s'agit d'écoles où les enfants roms sont

scolarisés séparément et reçoivent souvent une éducation nettement moins bonne. Beaucoup de filles se marient entre 14 et 15 ans sans avoir terminé leur scolarité de base. Les adultes restent souvent analphabètes, ce qui crée un cercle vicieux: les parents ne peuvent pas aider leurs enfants dans leur apprentissage et les enfants reproduisent le destin de leurs parents. Je me souviens d'une petite fille nommée Mariyka. Elle m'a dit qu'elle voulait devenir médecin «pour que nos enfants ne meurent pas de rhumes». Mais sa mère lui a répondu: «L'école n'est pas pour nous, tu ferais mieux d'apprendre à cuisiner.» Ce ne sont pas que des mots, mais un jugement pour la vie.

Un logement qui n'est pas un foyer

Il existe plus de 120 campements roms en Transcarpatie. Les maisons sont souvent dépourvues d'eau, d'égouts et d'électricité. Environ 20 % de ces campements ne sont pas reliés au réseau d'eau potable. Plusieurs familles vivent entassées dans une seule pièce. J'ai vu des endroits où les enfants dorment à même le sol, car il n'y a pas de lits. Où l'eau provient d'un seau tiré d'un puits et où une salle de bain relève du rêve. De telles conditions ne portent pas seulement atteinte à la dignité humaine, elles mettent également la santé en danger.

La médecine, un luxe

De nombreux Roms n'ont ni passeport, ni acte de naissance. Sans ces documents, ils n'ont pas accès aux hôpitaux, aux programmes de vaccination ou aux services sociaux. Il en résulte un taux de mortalité infantile élevé et des maladies chroniques qui ne sont pas traitées. Dans la ville de Mukatchevo, par exemple, plus de 1500 Roms n'ont pas de papiers. Grâce à la coopération de la Fondation Chirikli avec le Conseil de l'Europe et le Bureau du Médiateur, ainsi qu'à la participation de médiateurs roms, des mesures ont toutefois été prises pour faciliter l'enregistrement des passeports. En conséquence, 158 Roms ont déjà obtenu des papiers. Cela montre que des changements sont possibles, si nous agissons de manière systématique.

Discrimination et stéréotypes

Même lorsque les Roms tentent de s'intégrer, ils se heurtent à des obstacles. À l'école, ils sont confrontés à des préjugés, sur leur lieu de travail à du rejet, à l'hôpital à de l'indifférence. Les médias présentent souvent les Roms comme un problème et non comme une partie intégrante de la société. Cela conduit à un cercle vicieux d'isolement: la société rejette les Roms et ils perdent confiance en la société.

Pourquoi est-ce important pour nous toutes

Certain·es diront peut-être: «Ce sont leurs problèmes.» Mais en réalité, ce sont nos problèmes à toutes. Car lorsqu'une partie de la société vit dans l'isolement et la pauvreté, cela ralentit le développement de toute la région. Cela engendre des tensions sociales, des risques sanitaires et une méfiance envers les autorités. À l'inverse, investir dans les Roms, c'est investir dans la stabilité, l'économie et la cohabitation pacifique. Lorsque les enfants roms vont à l'école, ils deviennent médecins, enseignant·es et entrepreneur·es.



Déportation dans un camp d'extermination, Ceija Stojka, 1994

Lorsque les familles roms obtiennent un logement et des papiers, elles cessent d'être des ombres et deviennent des citoyen·nes.

Un centre d'aide

Notre solution: la création d'un centre d'aide global pour les Roms en Transcarpatie. Il ne s'agira pas d'une initiative ponctuelle, mais d'une institution systémique qui fonctionnera au quotidien et fournira aux Roms de véritables leviers de changement.

Dans ce centre, nous prévoyons d'offrir les services suivants:

- aide alimentaire et humanitaire aux familles les plus démunies;
- éducation: associations, bourses, cours d'alphabétisation, formation professionnelle;
- médecine: équipes mobiles, consultations médicales, vaccinations, campagnes d'hygiène;
- assistance juridique: aide aux papiers, inscription aux prestations sociales, conseils juridiques gratuits;
- emploi: formation, microcrédits, aide aux petites entreprises;
- intégration culturelle: festivals, dialogues, campagnes contre les stéréotypes.

Imaginez comment cela fonctionne: un enfant vient au club du centre, sa mère bénéficie d'une assistance juridique et d'une aide humanitaire, son père suit des cours d'électricité ou de menuiserie, et toute la famille passe un examen médical. Il ne s'agit pas d'un pro-

gramme d'aide d'une journée, mais d'un nouveau mode de vie.

Pour que le centre puisse commencer à fonctionner, nous avons besoin:

1. De locaux où nous pouvons installer des salles de classe, des salles de consultation et des espaces pour les clubs.
2. D'un financement pour une équipe pendant deux ans: enseignants, avocats, travailleurs sociaux, médiateurs, employés administratifs.
3. Des ressources pour les programmes: nourriture, manuels scolaires, équipement, médicaments, soutien pour les événements culturels. Nous avons besoin de deux ans pour développer le modèle, montrer les premiers résultats et créer un exemple qui pourra être transposé à d'autres régions d'Ukraine.

Pourquoi vous?

Nous nous adressons à vous non seulement en tant que donateur/trices, mais aussi en tant que partenaires. Nous vous invitons à participer à cette transformation. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que les communautés roms ne soient plus un symbole de pauvreté et de discrimination, mais deviennent un exemple d'intégration et de développement.

Je sais très bien ce que signifie perdre son foyer et devoir tout recommencer à zéro. Mais

Après son séjour en Suisse, Rada a également passé deux jours à Vienne, d'une part pour une conférence de presse avec des journalistes et des représentant·es de différentes organisations, et d'autre part pour échanger avec des représentant·es d'associations qui s'occupent spécifiquement des questions roms. Nous rendrons compte dans Archipel des éventuelles coopérations futures.

je sais aussi que le soutien peut tout changer. Les Roms attendent ce soutien depuis des décennies. Et aujourd'hui, nous avons la chance de briser le cercle vicieux de la pauvreté, de l'isolement et de la discrimination. Créons un lieu où l'on peut non seulement récupérer des papiers ou retrouver la santé, mais aussi reprendre confiance en soi. Construisons ensemble un centre qui deviendra le symbole d'un nouvel avenir pour les Roms de Transcarpatie – et pour toute l'Ukraine.

Merci beaucoup pour votre attention, votre confiance et votre volonté d'agir ensemble.

1. Tabor signifie «colonie», mais dans le cas des Roms, on peut plutôt parler d'un ghetto où environ 12.000 personnes vivent dans des conditions épouvantables dans la ville de Moukatchevo. Voir Archipel n° 344: J. Kräftner: «Les Roms en Transcarpatie».
2. Rada Kalandija a 42 ans et est rom. Elle a dû fuir le Donbass avec sa famille en 2022.
3. <https://chirikli.com.ua>

AUTRICHE/MÉDIAS

Conseils citoyens, médias et démocratie

Les échanges fructueux entre personnes et groupes dépassant les limites des bulles d'opinion se font rares. Les grandes plateformes numériques sont souvent plébiscitées comme premières sources d'information, tant pour rester en contact avec d'autres que pour leurs propres contenus. Vendues comme «réseaux sociaux», il s'agit pourtant de plateformes commerciales qui n'ont pas de vocation sociale et n'assument pas la responsabilité des contenus qu'elles diffusent.

Elles vivent du commerce de l'excitation et de l'exacerbation. Les contenus appelant à la confrontation, à la haine, vecteurs de désinformation, sont récompensés par des clics. Sous couvert de liberté d'expression, leurs modèles commerciaux soutiennent cette diffusion. La sonnette d'alarme est de plus en plus souvent tirée, car cette forme de communication menace la démocratie et fait essentiellement le jeu de groupes et de partis d'extrême droite tels que l'AfD en Allemagne ou le FPÖ en Autriche. En outre, de nombreux médias autrefois sérieux entrent dans la logique de l'économie de l'excitation et rivalisent avec les plateformes ou, plutôt, entrent en symbiose avec elles.

Comment agir pour que les médias soient un véritable vecteur de démocratie? C'est

sur cette question que les «Conseils citoyens Médias et Démocratie» se sont penchés au printemps 2025, réunis parallèlement en Irlande, en Autriche, en Slovaquie et en République tchèque. Ils y ont exposé leurs idées et leurs exigences, et ont élaboré et adopté une série de résolutions. Dans chaque pays, le Conseil était composé d'un groupe de vingt personnes âgées de 18 à 80 ans et plus, de milieux sociaux très différents et avec des parcours de vie dissemblables. Ils se sont réunis à quatre reprises entre mars et mai 2025, sur un thème différent à chaque fois: interaction entre médias et démocratie, aperçu des systèmes médiatiques et régulation, participation et enfin représentation sociale dans les médias. Les règles de fonctionnement, la forme et les mécanismes de prise de dé-

cision étaient élaborés par les participant·es elleux-mêmes, appuyés par une équipe de professionnel·les de la modération et de l'organisation.

Qu'est-ce que la démocratie pour moi?

Dans tous les pays, les consultations ont débuté par la question suivante: «*Qu'est-ce que la démocratie pour moi et quelles sont mes exigences envers les médias pour pouvoir vivre ma conception de la démocratie?*». Afin d'obtenir des informations plus détaillées, les Conseils ont pu, à chaque séance, avoir recours à plusieurs expert·es. Les participant·es ont ainsi pu acquérir une connaissance approfondie des structures et des contextes, sur laquelle iels ont ensuite pu s'appuyer pour réfléchir à leurs exigences vis-à-vis des médias et de la démocratie. Les journées de consultation ont débuté par une phase d'information avec les expert·es, suivie d'une alternance de phases de consultation en petits groupes pour la formulation de propositions, de rapports, puis de discussions en séance plénière et, en fin de journée, de la phase de décision.

Les délibérations ont été marquées par le respect des différentes opinions et besoins exprimés, la curiosité vis-à-vis d'autres perspectives, et la volonté affirmée de formuler des réponses communes et de trouver un accord. Sur le plan thématique, les préoccupations se sont concentrées sur la promotion de la qualité des médias, le renforcement de

la participation et de la représentation. L'exigence d'une meilleure éducation aux médias pour toutes les générations a été également un thème commun à tous les pays. Au cours des discussions, la question de l'urgence de l'éclatement des «bulles», dans lesquelles de plus en plus de personnes évoluent et ne sont donc plus disposées à se confronter de manière constructive à d'autres positions ou opinions a été régulièrement abordée. La pratique même des réunions a été un bon exemple que cela peut être non seulement possible, mais aussi passionnant et motivant.

Le résultat: une liste de 20 à 50 suggestions et revendications à l'attention des politicien·nes, des médias, des responsables de l'éducation, mais aussi de l'ensemble de la société. Les échanges constructifs et passionnants et l'aboutissement à des résultats communs ont été très appréciés des participant·es. Lors de la dernière rencontre, beaucoup ont confirmé qu'il était motivant de travailler ensemble sur le sujet et d'essayer de nouvelles formes d'engagement. Les étapes de ces Conseils ont été synthétisées dans de courts articles de blog¹ à consulter.

Les suggestions et les exigences

En Irlande, les Conseils ont demandé, entre autres, un financement de base pour les médias communautaires non commerciaux, l'ancrage d'un salaire minimum officiel pour les journalistes, le traitement des plateformes numériques comme des médias, et la tenue de forums trimestriels où les responsables des médias et les politiciens rendraient compte de leurs activités et répondraient aux questions des citoyen·nes intéressé·es.

En Slovaquie, l'accent a été mis sur l'exigence d'une plus grande transparence des structures de propriété des médias et sur le renforcement des médias non commerciaux. Il a également été demandé que les groupes sociaux défavorisés qui font l'objet d'un reportage aient toujours la possibilité de s'exprimer. Et aussi la création de programmes permettant explicitement aux représentant·es des groupes défavorisés d'accéder au journalisme et aux médias.

En République tchèque, les demandes portaient sur des mesures contre la concentration des médias, le soutien aux journalistes critiques contre les «procédures bâillon» et aux syndicats des journalistes en général, ainsi que l'adaptation à l'inflation de la redevance audiovisuelle. Toute une série de revendications ont été formulées pour soutenir le travail des médias communautaires locaux et l'implication des représentant·es des minorités dans la régulation des médias et le journalisme.

En Autriche, l'exigence de promouvoir les médias selon des critères de qualité explicites et de rendre les processus de décision également transparents a été évoquée en permanence. L'accès à des contenus médiatiques sérieux étant lié à des coûts, les personnes socialement défavorisées doivent bénéficier d'un accès gratuit et d'avantage de médias de qualité doivent être rendus accessibles dans les lieux publics, où sont actuellement surtout présents des journaux gratuits. La Commission européenne est invitée à plaider en faveur d'algorithmes favorisant la démocratie sur les plateformes numériques. Une

particularité de l'Autriche, les contributions des expert·es ont été documentées par des graphiques.

Des événements ont été organisés dans tous les pays participants afin de présenter ces résolutions à des représentant·es des médias, du monde politique et de la société civile, et de discuter des étapes possibles de leur mise en œuvre. Les participant·es se sont accordé·es sur le fait que les Conseils citoyens devraient continuer leurs réflexions et qu'il serait urgent de mettre en place de tels conseils sur de nombreux autres sujets de société.

Les «Conseils citoyens Médias et Démocratie» font partie du projet de recherche «Mapping Media for Future Democracies (MeDeMAP)»². L'association COMMIT, soutenue par le Forum Civique Européen, était responsable de la conception et de la coordination, avec pour partenaires l'Institut pour la paix en Slovaquie et des institutions universitaires irlandaises et tchèques.

Helmut Peissl, FCE-Autriche
directeur de COMMIT

1. <https://medemap.commit.at/medemap-blog/>
2. <https://www.medemap.eu/>

Erratum !

En conséquence d'une erreur technique à l'impression du numéro 350 d'Archipel (Septembre 2025), une partie du texte de l'article *Seul un miracle peut nous sauver*, un entretien réalisé par Jürgen Kräftner (FCE-Ukraine) avec Taras Bilous, était illisible. Toutes nos excuses pour ce désagrement, nous faisons chaque mois au mieux pour vous apporter une information pertinente, singulière et lisible.

Vous pouvez retrouver l'article en intégralité sur le site d'Archipel*, et nous republions ici les deux questions tronquées de ce passionnant entretien.

La rédaction

* <https://forumcivique.org/fr/artikel/ukraine-seul-un-miracle-peut-nous-sauver/>

(...)

Quel est l'impact de la guerre sur les différents mouvements de gauche et émancipateurs en Ukraine?

Beaucoup des personnes les plus actives sont aujourd'hui dans l'armée. Ça limite bien sûr leurs possibilités, et c'est aussi un gros handicap pour leurs organisations. On doit peut-être se rappeler ce qui s'est passé lors de l'occupation russe de la Crimée et du Donbass en 2014. Ça a été une période catastrophique pour les courants de gauche en Ukraine. Tout le monde s'est disputé, les organisations se sont dissoutes, pendant un certain temps, il n'y avait pratiquement plus d'opposition de gauche. On se souvient qu'en 2011 et 2012, plusieurs manifestations rassemblant environ 500 personnes avaient encore lieu le 1er mai à Kyiv, les anarchistes étant séparés des autres. Après 2014, on était complètement marginalisés. Plusieurs fois, on s'est rendu le 1er mai à Kryvyi Rih, où les syndicats sont puissants, pour rejoindre les manifestations locales.

Jusqu'en 2022, il s'agissait donc simplement de maintenir en vie les organisations de gauche. Depuis le début de la guerre, c'est un peu différent. Heureusement, l'organisation étudiante Priama Diya (Action directe, une organisation étudiante presque légendaire en Ukraine, qui existe depuis les années 1990 avec quelques interruptions) a connu une renaissance en 2023.

C'est important, car pendant la guerre, il n'y a pas beaucoup de possibilités de faire connaître les revendications sociales au grand public. Mais les étudiant·es peuvent par exemple militer pour de meilleures conditions dans les résidences universitaires et contre la commercialisation de l'enseignement supérieur. Et bien sûr, c'est encourageant qu'il y ait une nouvelle génération d'étudiant·es engagé·es socialement.

(...)

Puisqu'on parle de l'extrême droite, explique-nous dans quelle mesure elle joue encore un rôle dans l'armée ukrainienne. À l'étranger, on a beaucoup parlé du bataillon Azov, qui avait au départ une idéologie clairement d'extrême droite.

La grande majorité des soldats ukrainiens, hommes et femmes, ne sont pas politisés, ce sont principalement des villageois·es et des gens issus de la classe ouvrière. Ils ne s'intéressent pas aux questions idéologiques. Il existe cependant quelques unités qui ont été fondées par des militants d'extrême droite. Beaucoup de volontaires les ont rejoints, ce qui explique leur discipline et leur motivation au combat plus élevées, ainsi que la corruption moindre. C'est pour ça que par la suite, plein d'autres personnes sans aucun lien avec l'extrême droite se sont portées volontaires chez eux. Mais les chefs sont restés les mêmes. Je me bats dans une unité normale de l'armée, donc je ne sais pas vraiment dans quelle mesure l'idéologie joue encore un rôle là-bas.

C'est un problème actuellement qu'il y ait une rivalité entre différentes unités, qui sont plus ou moins présentes dans les médias et qui reçoivent donc plus ou moins de ressources. Il y a aussi d'autres unités composées principalement de volontaires et qui n'ont aucun fond idéologique.

La différence, c'est peut-être que les soldats motivés par l'idéologie sont plus prêts à prendre des risques et que leurs unités sont donc plus efficaces au combat, surtout dans les groupes d'assaut. Pour l'instant, je ne vois pas de problème avec l'idéologie de ces gens, ils font tous partie de l'armée et sont sous les ordres de l'état-major. C'est dur de savoir ce qui se passera après la guerre; la plupart des gens retourneront probablement à la vie civile.